

La législation des eaux pluviales

La gestion intégrée des eaux pluviales

Les rencontres de l'Eau en Loire Bretagne

8 avril 2014

Palais des congrès, Le Mans

Bénédicte TARDIVO,
MEDDE / Direction de l'eau et de la biodiversité

Crédit photo : © Thierry DEGEN/METL-MEDDE



Sommaire

La législation des eaux pluviales

- 1. Propriété et écoulement des eaux pluviales**
 - 2. Régime de déclaration et autorisation**
 - 3. Les collectivités et la gestion des eaux pluviales**
 - 4. Autres outils réglementaires**
- Conclusion**



1. Propriété et écoulement des eaux pluviales

Le droit d'usage des eaux pluviales

- Un droit d'usage des eaux pluviales, reconnue par le Code Civil (art. 641 du Code Civil)
- L'article 641 du Code Civil dispose que :
 - ▶ « Tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fonds.

Si l'usage de ces eaux ou la direction qui leur est donnée aggrave la servitude naturelle d'écoulement établie par l'article 640, une indemnité est due au propriétaire du fonds inférieur.(...)

- Le propriétaire peut donc recueillir et réutiliser les eaux pluviales en toute légalité.
- La récupération et utilisation des eaux pluviales est encadrée



A TELECHARGER LE SITE DU CEREMA : Fascicule « Récupération et utilisation des eaux de pluie », CERTU, novembre 2010.



1. Propriété et écoulement des eaux pluviales

La servitude d'écoulement et la servitude d'égout de toit

- La servitude d'écoulement naturel instaurée par le Code Civil (art. 640 du Code Civil)
- L'article 640 du Code Civil dispose que :

Le propriétaire ne doit pas aggraver l'écoulement naturel des eaux pluviales vers les fonds inférieurs ; Le propriétaire d'un fonds inférieur ne peut pas s'opposer à recevoir l'écoulement naturel des eaux pluviales.




- La servitude d'égout de toit, également instaurée par le Code Civil (art. 681 du Code Civil)
- L'article 681 du Code Civil dispose que :

Un propriétaire ne peut pas déverser ses eaux de toiture chez le voisin ou sur la voie publique sauf s'il existe un accord.



La rubrique 2.1.5.0 « rejet d'eaux pluviales » dispose que :

- 1° supérieure ou égale à 20 ha **AUTORISATION (A)**
- 2° supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha **DECLARATION (D)**

- Surface prise en compte : l'ensemble de la surface dont les eaux sont interceptées par le projet, et non pas seulement la surface du projet en lui-même !

- Est concerné par l'élaboration d'un dossier : maître d'ouvrage, public ou privé, dont le projet d'aménagement dépasse les seuils ci-dessus.

A TELECHARGER sur le portail d'information sur l'assainissement communal : « les repères à destination des instructeurs de la police de l'eau et des milieux aquatiques », MEDDE/CERTU, juin 2011.



3. Les collectivités et la gestion des eaux pluviales

Prescriptions pour le raccordement d'eaux pluviales

- La collectivité compétente en assainissement peut refuser le raccordement des eaux pluviales au réseau d'assainissement (unitaire ou séparatif) ou fixer des prescriptions.
- L'art. L.1331-1 du code de la santé publique dispose :
 - ▶ « La commune peut fixer des **prescriptions techniques pour la réalisation des raccordements** des immeubles au réseau public de collecte des eaux usées et des **eaux pluviales**. »
- Les prescriptions peuvent aller du rejet zéro aux réseaux avec des principes d'infiltration des eaux pluviales à des valeurs limites de débits acceptables avec des principes de rétention.
- Ces prescriptions peuvent être inscrites dans le règlement du SPIC eau et assainissement et sont opposables aux tiers (art. L.2224-8 du CGCT).



3. Les collectivités et la gestion des eaux pluviales

Le zonage assainissement pluvial (1)

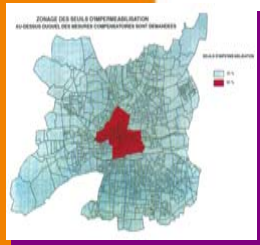
- L'article art. L.2224-10 du CGCT impose aux collectivités de réaliser un zonage pluvial pouvant contenir deux types d'informations :

► « Les **communes** ou leurs **établissements publics de coopération** délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement : (...)

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour **limiter l'imperméabilisation** des sols et pour **assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement** des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour **assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement** des eaux pluviales et de ruissellement **lorsque la pollution** qu'elles apportent au milieu aquatique **risque de nuire** gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

- Le zonage est réalisé par la collectivité si des mesures son nécessaires.
- Valeur juridique après enquête publique.
- Le zonage est annexé ou intégré au PLU (art. L.123-1-5 du Code de l'Urbanisme).
- Depuis 2012, le zonage est soumis à évaluation environnementale (art. R.122-17 du Code de l'Environnement).



3. Les collectivités et la gestion des eaux pluviales

Le zonage assainissement pluvial (2)

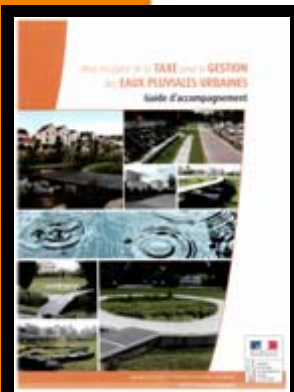
- Pas de date de mise en œuvre, excepté pour les communautés d'agglomération ayant la compétence assainissement (avant 1^{er} janvier 2015).
- L'art. L.5216-5 du CGCT dispose que :
 - ▶ « II - La communauté d'agglomération doit en outre exercer au lieu et place des communes au moins trois compétences parmi les six suivantes : (...)
- 2° *Assainissement des eaux usées et, si des mesures doivent être prises pour assurer la maîtrise de l'écoulement des eaux pluviales ou des pollutions apportées au milieu par le rejet des eaux pluviales, la collecte et le stockage de ces eaux ainsi que le traitement de ces pollutions dans les zones délimitées par la communauté en application des 3° et 4° de l'article L.2224-10 ; »*
- Multiplicité de forme de zonages.



3. Les collectivités et la gestion des eaux pluviales

Le service administratif de gestion des eaux pluviales urbaines et la taxe associée (1)

- Pas d'obligation de collecte et gestion des eaux pluviales par les collectivités. Néanmoins, responsabilité pour les eaux pluviales sur le domaine public routier (art. R.141-2 du Code de la Voirie).
- Les articles L.2333-97 et suivants du Code Général des Collectivités territoriales (CGCT) et les articles R.2333-139 à R.2333-144 donnent la possibilité aux communes de créer un service public administratif de gestion des eaux pluviales urbaines associé à une taxe qui lui est propre.
- La gestion des eaux pluviales est financée par le budget général. Disposition encadrée par [la Circulaire du 12 décembre 1978 \[...\] concernant l'institution, le recouvrement et l'affectation des redevances dues par les usagers des réseaux d'assainissement et des stations d'épuration.](#)



3. Les collectivités et la gestion des eaux pluviales

Le service administratif de gestion des eaux pluviales urbaines et la taxe associée (2)

TAXE = FINANCER SERVICE + INCITER MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS

TAXE POUR LA GESTION DES EAUX PLUVIALES URBAINES		
Assiette de la taxe	Superficie cadastrale du terrain ou superficie évaluée si non cadastrée	
Tarif maximum	1 €/m ²	
Seuil de recouvrement maximum	600 m ²	
Système d'abattement		
Critère quantitatif (obligatoires)	a) de 90 % à 100 % inclus	Dispositifs évitant tout rejet d'eaux pluviales hors du terrain
	b) de 40 % à 90 % exclus	Dispositifs limitant le rejet d'eaux pluviales hors du terrain à un débit inférieur ou égal à une valeur fixée
	c) de 20 % à 40 % exclus	Dispositifs limitant le rejet d'eaux pluviales hors du terrain sans satisfaire à la condition de débit définie
Critère qualitatif (optionnel)	+ 10 % au plus d'abattement si l'efficacité du dispositif permet de diminuer les besoins de traitement des eaux pluviales par le service public de gestion des eaux pluviales urbaines	
Calcul de la taxe		
(Surface cadastrale ou surface évaluée – surface non imperméabilisée déclarée) x tarif de la taxe x abattements		
Potentiels redevables de la taxe	Propriétaires privés et publics des terrains et des voiries situés dans des zones urbaines ou à urbaniser ouvertes à l'urbanisation	
Collectivités pouvant mettre en place la taxe	Commune ou groupement de commune (établissements publics et syndicats mixtes). Cas particulier sur la petite couronne de Paris : départements 78, 92, 93 et 94 et syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP)	
Service auquel est affectée la taxe	Service public administratif de gestion des eaux pluviales urbaines	

A VOIR ET A TELECHARGER : « Guide d'accompagnement, Mise en place de la taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines », MEDDE, septembre 2012 ; Fascicule « La taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines », MEDDE, nov 2013 ; Fascicule « taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines », CERTU, 2012.

3. Les collectivités et la gestion des eaux pluviales

La gestion par temps de pluie (1)

- La DERU : Directive Eaux Résiduaires urbaines (1991) impose des obligations de collecte et de traitement des eaux usées.
- Obligations : traitement des eaux résiduaires urbaines sauf conditions pluviométriques « exceptionnellement fortes ».
- ▶ *Art. 2.1: « **eaux résiduaires urbaines** : les eaux ménagères usées ou le **mélange des eaux usées avec des eaux industrielles usées et ou des eaux de ruissellement** ».*

*Art. 4 « Les États membres veillent à ce que les eaux urbaines résiduaires qui pénètrent dans les systèmes de collecte soient, avant d'être rejetées, **soumis à un traitement** [...]».*

- *Note de bas de page 1, annexe 1 « Étant donné qu'en pratique il n'est pas possible de construire des systèmes de collecte et des stations d'épuration permettant de traiter toutes les eaux usées dans des situations telles que la survenance de **précipitations exceptionnellement fortes**, les États membres décident des mesures à prendre pour limiter la pollution résultant des surcharges dues aux pluies d'orage. **Ces mesures pourraient se fonder sur les taux de dilution ou la capacité par rapport au débit par temps sec ou indiquer un nombre acceptable de surcharges chaque année.** »*
- *Annexe I.D.5 « Pour la qualité d'eau considérée, il n'est pas tenue compte des valeurs extrêmes si elles sont dues à des circonstances exceptionnelles, telles que **fortes précipitations.** »*
- Mais des mesures doivent être prises par les États-membres pour limiter les rejets par temps de pluie.

3. Les collectivités et la gestion des eaux pluviales

La gestion par temps de pluie (2)

- Le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées et l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement déclinent la DERU à l'échelle de la France.
- L'assainissement des eaux usées résiduelles urbaines est une compétence relevant des collectivités locales.
- Système soumis à autorisation/déclaration (IOTA 2110)
- Conception, séparation des eaux pluviales des eaux usées :
 - ▶ *« Les réseaux de collecte des eaux pluviales ne doivent être raccordées au système de collecte des eaux usées domestiques, sauf justification expresse de la commune et à la condition que le dimensionnement du système de collecte et de la station d'épuration de l'agglomération d'assainissement le permette (...) » Art.5*
- Auto-surveillance du système d'assainissement par temps de pluie.

4. Autres outils réglementaires

Le SDAGE & SAGE

Codifié dans le code de l'environnement

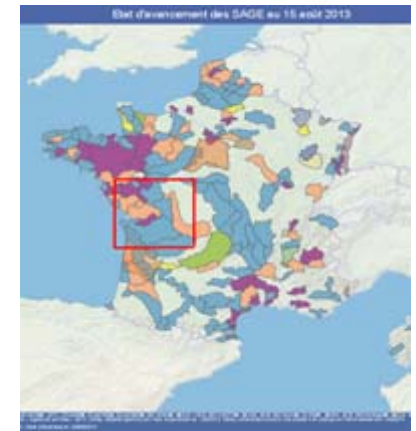


SDAGE

- Dans le cadre de la mise en œuvre de la DCE, 2000. Sur grands bassins hydrographiques .
- Plan d'orientation générale du 6 ans, avec objectifs de qualité et quantité.
- Place plus importante accordée à la gestion des eaux pluviales, portée variable d'un SDAGE à l'autre.

SAGE

- Déclinaison concrète des SDAGE, en les adaptant aux contextes locaux.
- Règlement opposable aux tiers.
- Prescriptions beaucoup plus détaillées sur la gestion des eaux pluviales
- Exemple 3 : prise en compte du risque inondation :



« Sur le bassin versant de la rivière X, afin de ne pas aggraver le risque d'inondation par ruissellement, les rejets d'eaux pluviales des opérations d'aménagement soumises à autorisation ou à déclaration sous la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement doivent satisfaire les conditions suivantes :

sauf impossibilité, les eaux pluviales doivent être infiltrées,

dans le cas où les eaux pluviales ne pourraient pas être infiltrées, le débit de fuite de l'aménagement est limité, soit à la valeur du débit de fuite du terrain naturel avant aménagement, soit à Y l/s si le projet se situe en zone urbaine. »



4. Autres outils réglementaires

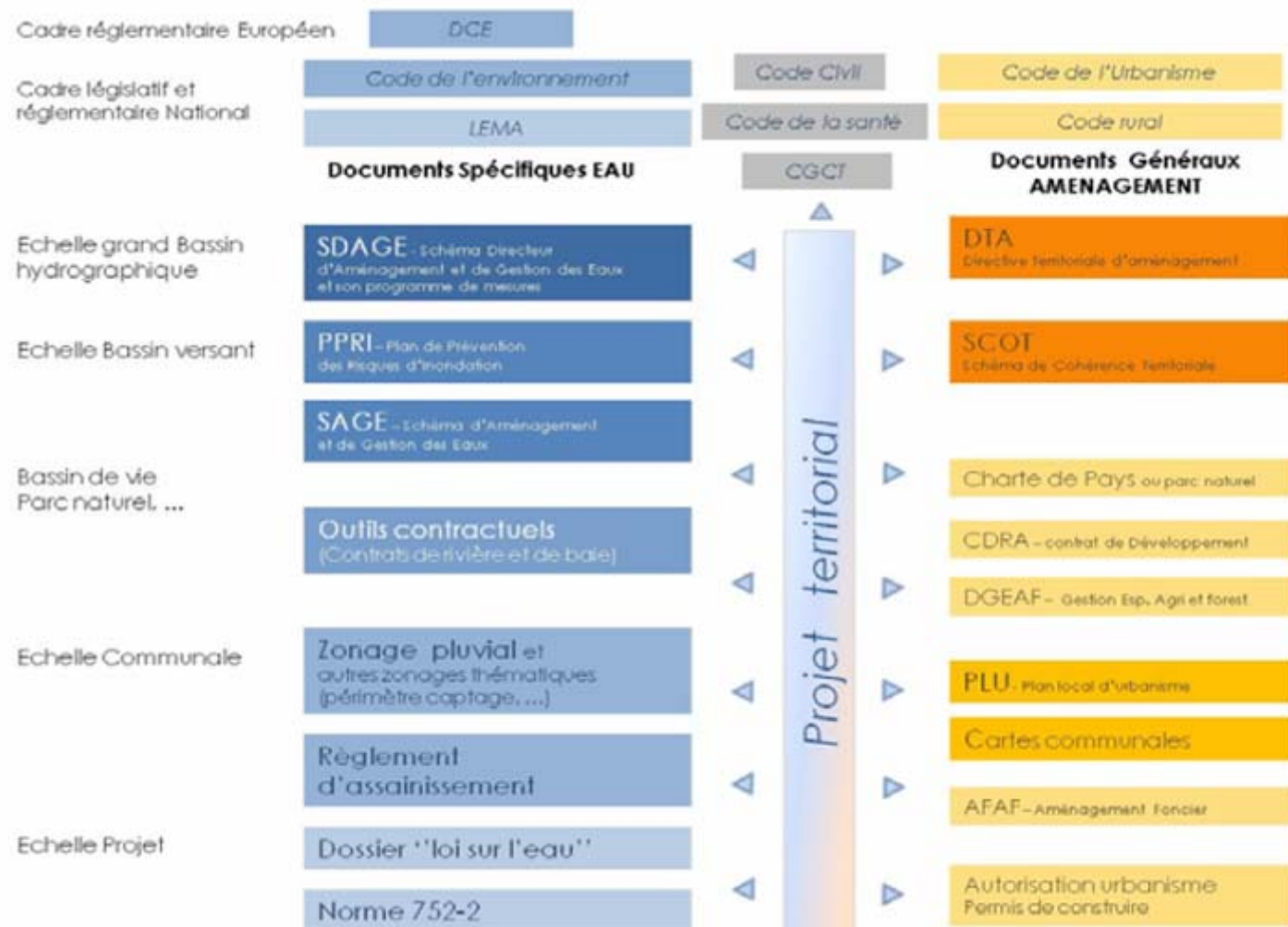
Imbrication et complémentarité des outils réglementaires (1)

Guide pour la prise en compte
des eaux pluviales
dans les documents
de planification et d'urbanisme

Version 4 – Janvier 2009

Document rédigé par le groupe de travail régional sur
la prise en compte des eaux pluviales à l'échelle des bassins versants
encadré par le GRAIE

▪ **A TELECHARGER sur le site du GRAIE**



Conclusion

- Une dispersion dans différents codes
- Une construction dans le temps long
- Une accélération récente avec l'Europe
- Une déclinaison « multi-échelles »
- Une importance donnée au local

Directives européennes

Code Civil

Code Rural

Code de l'Environnement

Code de l'Urbanisme

Code de la Santé

Code Général des Collectivités Territoriales

Code de la Voirie

Pour en savoir plus

Bénédicte TARDIVO

Chargée de mission Eau-Assainissement

MEDDTL / Direction de l'eau et de la biodiversité

Nathalie LE NOUVEAU

Directrice de projet Eau

CEREMA

La Grande Arche, Paroi sud,

2 rue Antoine Charial,

Site Internet du MEDDE : ouvrages et guides de référence

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Ouvrages-et-guides-de-reference.html>

Portail d'information sur l'assainissement communal :

<http://www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>

Site du catalogue du CEREMA :

<http://www.certu-catalogue.fr/>

Site du GRAIE :

<http://www.graie.org/graie/index.htm>

FIN

